

Céline Basto  
actualites@larotonde.ca

# Actualités

## CENTRE DE RECOURS ÉTUDIANT

### « Notre témoignage est une preuve » -

**Mireille Gervais**

À la suite de la publication du rapport annuel du Centre de recours étudiant, l'Université s'est empressée de faire paraître une évaluation où la méthodologie du rapport est fortement critiquée.

Céline Basto

Ce n'est que quelques jours après la parution du rapport du Centre de recours étudiant (CRÉ) où des problèmes liés au processus d'appel de cas de fraude à l'Université d'Ottawa que le recteur Allan Rock a affirmé au cours d'une réunion du Bureau des gouverneurs qu'il critiquait la méthodologie utilisée dans le rapport. Toutefois, c'est lui-même qui a affirmé sur son blogue, que la manière la plus facile de répondre à un sondage infavorable, c'est de le discréditer ou d'attaquer sa méthodologie. C'est Mireille Gervais, coordonnatrice du CRÉ, qui a souligné ce point en critiquant fortement la démarche entreprise par l'administration. « C'est exactement ce qu'on fait à ses propres étudiants! », s'exclame-t-elle.

Le 25 novembre dernier, l'Université d'Ottawa publie son évaluation du rapport annuel 2008 du CRÉ, rendu public à la mi-novembre, où le professeur Joanne St. Lewis, directrice du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne et experte dans le domaine des droits de la personne, a examiné les conclusions du rapport en critiquant le professionnalisme du rapport et en désapprouvant la méthodologie utilisée. « Le rapport comporte en outre d'importantes erreurs méthodologiques, et l'analyse institutionnelle qu'il présente pour appuyer ses conclusions sur le racisme souffre de profondes lacunes. Il faut de prime abord préciser que toute l'analyse et la conclusion du rapport sont basées sur moins de 1 % de l'ensemble de la population universitaire. Quand l'échantillonnage des sujets à examiner est si restreint, il est crucial de considérer les données avec circonspection et de les évaluer avec prudence », affirme St. Lewis.

Gervais critique d'emblée le caractère dit indépendant de cette évaluation. « Comment peut-on prétendre que l'analyse est indépendante alors que c'est l'employeur qui lui a demandé de faire cette évaluation-là, alors que c'est le vice-recteur aux études qui a demandé à cette professeure de faire l'évaluation? »,

soutient Gervais. Cette dernière déplore le fait que l'on critique point par point son rapport sans prendre en charge le réel problème. « C'est un rapport dont l'Université va pouvoir se servir pour nier les faits que j'apporte dans mon rapport, et pour ne pas s'engager à régler le problème. », indique-t-elle.

Quant aux critiques faites par St. Lewis quant à la méthodologie employée, Gervais affirme ne jamais avoir caché qu'il s'agissait des chiffres des étudiants qui utilisent les services du CRÉ. D'ailleurs, c'est indiqué sur son rapport à quelques reprises. « Ce sont nos statistiques, premièrement. On ne fait pas une étude dans le cadre d'un programme académique. On dénonce en se basant sur notre vécu.

On remet en question le fait qu'on a rencontré des centaines d'étudiants qui se sentaient lésés, estimaient avoir été victimes d'abus et de discrimination. »

**Discréditer et écarter le problème**

Gervais déplore toute cette situation. « L'université a fait de notre rapport ce qu'elle fait avec tous les étudiants, elle a choisi d'accorder plus d'importance à la parole d'une experte, ils sont allés choisir un professeur et, vu son autorité, immédiatement, on va prendre pour acquis que nos dires ont moins de valeur. Mettre de côté notre témoignage, c'est recréer l'injustice qu'on dénonce », regrette la coordonnatrice.

Gervais met en garde en ce qui a trait à quelques affirmations publiées dans l'évaluation. Dans les recommandations de St. Lewis, il est indiqué que les étudiants peuvent consulter la clinique juridique de l'Université concernant des cas de fraude, ce qui, selon Gervais, est faux, puisque la clinique se trouverait en conflit d'intérêts. De plus, la coordonnatrice affirme qu'envoyer les cas en révision judiciaire, tel que proposé par l'évaluation, ne fait qu'alourdir le processus, puisque la révision ne règle pas le cas, mais vérifie plutôt si le processus a été suivi ou pas.

## ACTUALITÉ ÉTUDIANTE

# Retour sur les dossiers chauds de la session

Pour sa dernière édition de la session, *La Rotonde* fait un survol des sujets chauds qui ont fait la manchette des derniers mois. Hausse des droits de scolarité, campagne « À bas les frais », rapport du Centre de recours étudiant, référendum sur la FCÉE, code de conduite, les sujets ne manquaient pas !

Par Mathieu Gohier et Céline Basto

## Code de conduite

### Victoire étudiante!

Même si cet enjeu a été éclipsé cet automne par les diverses campagnes et mobilisations étudiantes, la question du code de conduite n'en demeure pas moins l'une des questions les plus sensibles de la session.

Alors que son mandat tire à sa fin, le précédent recteur Gilles Patry et son administration proposent un code de conduite personnelle pour les étudiants. L'ébauche du code « vise à énoncer avec clarté et uniformité les attentes en matière de conduite personnelle ainsi que les moyens à prendre pour traiter et redresser toute inconduite ». La réaction étudiante ne tarde pas, six jours après que l'ébauche du code ait été déposée, une pétition est mise en ligne par une coalition d'étudiants opposée au code. Malgré les remous causés par cette annonce, l'Université va de l'avant avec le projet en informant le corps professoral et en annonçant un processus de consultation dans

les jours qui suivent le lancement de la pétition. Le 25 avril, ce ne sont pas moins de 500 étudiants qui manifestent devant le pavillon Tabaret pour contester l'implantation d'un tel code de conduite. La fin du mandat de Gilles Patry aidant, l'idée du code est abandonnée le 30 août à la suite des nombreuses pressions des étudiants et de leur syndicat.

À présent, étudiants et membres de l'administration négocient une Charte des droits étudiants et le poste d'ombudsman est en voie de création. Même si le projet de code de Gilles Patry est abandonné, il n'en reste pas moins que l'Université souhaite toujours élaborer un document basé sur les « responsabilités » des étudiants, mais également sur celles de l'administration, du personnel et des professeurs. Ce document, appelé charte par le nouveau recteur Allan Rock, reste toujours à être rédigé.

## Rapport du Centre de recours étudiant

### « Racisme, injustice et mépris »

Le rapport du Centre de recours étudiant (CRÉ), intitulé « *Racisme, injustice et mépris envers les étudiant(e)s à l'Université d'Ottawa* », traite et dénonce les cas d'accusation de fraude scolaire traités injustement. D'après ce rapport, plus de 70% des étudiants qui ont consulté le CRÉ pour des cas de fraude scolaire sont des minorités visibles. Le rapport critique d'ailleurs la *Politique sur la fraude* de l'Université d'Ottawa, qui opterait pour une méthode punitive plutôt qu'éducative dans le traitement des dossiers de fraude.

Le rapport relate aussi différentes injustices et irrégularités au sein du processus d'appel de l'université, notamment en ce

qui a trait aux délais de traitement des dossiers. On y apprend également, par des témoignages d'étudiants, que certains sont traités avec mépris et condescendance. Toutefois, au lieu de se pencher sur les problèmes dénoncés par le CRÉ, l'administration a plutôt préféré élaborer une évaluation d'une vingtaine de pages où la méthodologie utilisée dans le rapport est fortement critiquée. À cet égard, le CRÉ se défend, statuant que l'intention de ce rapport n'était pas de faire une recherche scientifique sur la question, mais plutôt de dénoncer les problèmes que les étudiants qui font appel au CRÉ doivent surmonter.